

Conséquences sociales, politiques et écologiques de la crise Résistances et perspectives

Présentation du dossier

Dominique Crozat

Ce n'est pas le premier dossier que nous consacrons à la crise. Plus de deux ans après le début de la crise multiforme que nous connaissons, il ne s'agit pas tant de présenter les causes de la crise que d'analyser ses conséquences sociales, politiques et écologiques, ce qu'elle fait bouger dans les consciences, les résistances qui se développent un peu partout, les défis qu'elle pose.

Plusieurs articles théoriques reviennent sur les caractéristiques de la crise aujourd'hui.

Hors dossier, nous avons souhaité mettre en valeur une analyse d'Immanuel Wallerstein sur les crises structurelles. Nous vivons une période de transition et de déséquilibre profond dans laquelle l'action politique l'emporte sur le déterminisme structurel. Il faut réinventer les paramètres du système-monde. Si l'issue est incertaine, tout est ouvert.

S'appuyant sur l'étude de la situation aux États-Unis, en Asie – notamment au Japon – et en Europe, Joachim Bischoff analyse les menaces de déflation pesant sur l'ensemble de l'économie mondiale. Lutz Brangsch, en exposant les réactions des différents gouvernements européens face à la crise, montre que, selon les critères des forces dominantes, la politique de concurrence nécessite une destruction « intelligente » de la sphère publique. Partout, c'est la politique sociale qui sert de marge de manœuvre.

La table ronde entre des représentants de la CGT, de la FIOM-CGIL, des forums sociaux grec, tchèque et roumain et un militant pacifiste allemand montre à quel point les mesures prises dans les différents pays sont convergentes

et combien les différents gouvernements européens se soutiennent mutuellement pour dresser un mur d'intransigeance face aux mobilisations populaires. La politique européenne est fortement mise en cause. Le pacte de stabilité a clairement révélé toute sa dangerosité.

Jürgen Klute, député européen de Die Linke, et Hanna Penzer analysent la stratégie « UE 2020 » et soulignent la responsabilité de l'UE dans les processus en cours, à travers l'alliance entre monde des affaires et monde politique. C'est dans ce cadre que se situe l'interview de Pervenche Berès, eurodéputée socialiste, rapporteure de la commission spéciale du Parlement européen sur la crise financière, économique et sociale, qui propose une gouvernance économique renforcée. Miguel Portas, député européen portugais du GUE, réagit au contenu de ce rapport en soulignant que ce sont d'abord les orientations sociales et la démocratie de l'UE qui sont en cause.

La situation exige le développement d'actions de lutte à l'échelle de l'UE. Dans une interview qu'il nous a accordée au lendemain de l'euro-manifestation du 29 septembre, Joël Decaillon, secrétaire général adjoint de la Confédération européenne des syndicats, montre l'émergence de convergences d'actions et une nouvelle combativité sur le plan européen avec l'annonce d'un programme de mobilisations européennes pour la période à venir.

La nécessaire articulation entre luttes sociales, besoins sociaux et propositions politiques est une question qui revient avec force. Pierre Laurent souligne que l'irruption de la France du travail contre la réforme des retraites initiée par Nicolas Sarkozy cristallise le rejet massif de toute une politique faite d'injustice sociale indécente et d'agression massive contre les travailleurs. L'émergence d'une « envie de gauche » se heurte au doute sur la détermination de la gauche à mettre en œuvre un projet de rupture avec le néolibéralisme. Pierre Laurent en appelle à l'intervention des citoyens dans l'élaboration d'un projet alternatif.

L'exemple de la Grèce vient confirmer cette approche. Petros Linardos-Rulmond souligne les difficultés du peuple grec face à l'offensive de l'UE avec la mise en œuvre du memorandum. Confronté à l'intransigeance du gouvernement social-démocrate, le mouvement de résistance peine à reprendre son souffle et la gauche radicale, fragmentée, n'est pas, aujourd'hui, porteuse de perspectives crédibles. Le débat sur la dette illustre bien, là encore, le besoin d'articuler luttes et propositions politiques.

Frédéric Viale compare diverses propositions émanant de la gauche radicale. Si les diagnostics se rejoignent, le niveau de la riposte – national, européen, mondial – est objet de débat.

Enfin, nous avons souhaité terminer ce dossier par l'exemple concret de l'automobile dans la tourmente de la crise, à partir d'un séminaire à l'initiative de Transform ! au FSE d'Istanbul en juillet dernier. Mario Candeias, revenant sur l'ensemble du séminaire, souligne la nécessité d'une transformation

« éco-sociale » du mode de production. Partant de leur expérience de syndicalistes, Gianni Rinaldini, secrétaire général de la FIOM-CGIL, et Christian Pilichowski, responsable international FTM-CGT, avancent des propositions concrètes.

Face à un avenir qui peut paraître bien sombre, des opportunités s'ouvrent cependant et des perspectives nouvelles commencent à émerger de la richesse des mouvements sociaux en cours. Cela exige de la gauche radicale de savoir se rassembler et s'ouvrir à ces mouvements pour répondre à ce qu'ils expriment. Comme on peut le voir dans ce dossier, le chemin à parcourir est encore long, mais rien n'est joué tant la crise génère une remise en cause profonde des valeurs néolibérales.